

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1344

[C — 2009/29196]

19 FEVRIER 2009. — Décret organisant le renforcement différencié
du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « centre » : centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° « centre subventionné par la Communauté française » : centre organisé

— soit par une province, une commune, une association de communes ou toute autre personne de droit public (centre officiel subventionné);

— soit par une ou plusieurs personnes physiques ou par une personne morale de droit privé (centre libre subventionné) et qui bénéficie d'un subventionnement octroyé par la Communauté française;

3° « centre pour l'enseignement spécialisé » : centre dont le ressort d'activités se compose exclusivement d'établissements d'enseignement spécialisé;

4° « élèves en alternance » : élèves fréquentant l'enseignement secondaire en alternance tel que prévu par le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'enseignement secondaire en alternance;

5° « élèves en intégration permanente totale ou partielle » : élèves tels que définis aux articles 131, 132, § 1^{er}, 133, § 1^{er} et 146, § 1^{er} du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

6° « ressort d'activités » : ensemble des établissements scolaires auxquels les missions du centre s'adressent et ensemble des élèves qui les fréquentent, en ce compris les élèves bénéficiant d'une mesure d'intégration permanente totale;

7° « établissement scolaire » : établissement qui organise l'enseignement visé à l'article 1^{er} du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

8° « pouvoir organisateur » : soit la personne de droit public soit la ou les personne(s) physique(s) ou la personne de droit privé, qui assume(nt) la responsabilité de l'organisation du centre;

9° « cadre de base du personnel technique » : cadre du personnel technique d'un centre organisé ou subventionné par la Communauté française tel que défini à l'article 3 et à l'article 4 de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux;

10° « indice socio-économique d'un établissement scolaire » : indice socio-économique basé sur l'indice socio-économique de chaque secteur statistique tel qu'établi conformément à l'article 4, §§ 1^{er} et 2 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

Art. 3. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différentes fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE 2. — *Du renforcement différencié du cadre du personnel des centres-psycho-médico-sociaux**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 4. Le renforcement différencié se fonde sur les indicateurs suivants :

1° le nombre d'élèves en guidance fréquentant l'enseignement en alternance;

2° l'indice socio-économique du centre.

Le Gouvernement peut ajouter des indicateurs fondant ce renforcement différencié en fonction des moyens budgétaires disponibles.

Les indicateurs pouvant être ajoutés sont les suivants :

— le nombre d'élèves fréquentant le premier degré différencié;

— le nombre d'élèves fréquentant la 3^e année de Différenciation et d'Orientation;

— les élèves primo-arrivants.

Art. 5. Le cadre du personnel technique justifié par le renforcement différencié est appelé « cadre complémentaire ».

Section 2. — Du cadre complémentaire du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux

Art. 6. Les membres du personnel technique composant le cadre complémentaire sont soumis aux règles statutaires en vigueur pour les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française, pour les membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés et pour les membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.

Art. 7. Le cadre complémentaire est régi par les règles de subvention prévues aux chapitres II et III de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

Section 3. — Du cadre complémentaire justifié par les élèves fréquentant l'enseignement secondaire en alternance

Art. 8. Les élèves en alternance génèrent un cadre complémentaire au cadre de base.

Art. 9. § 1^{er}. Le cadre complémentaire visé à l'article 8 est fixé comme suit :

- a) de 75 à 175 élèves : une charge à temps plein;
- b) de 176 à 350 : une demi-charge supplémentaire;
- c) de 351 à 525 : une demi-charge supplémentaire;
- d) de 526 à 700 : une demi-charge supplémentaire;
- e) à partir de 701 élèves : une demi-charge supplémentaire par tranche de 300 élèves.

§ 2. Le cadre complémentaire visé au § 1^{er} est fixé pour une durée d'un an prenant cours le 1^{er} septembre et se terminant le 31 août qui suit sur la base du nombre d'élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Est réputé inscrit, l'élève possédant la qualité d'élève régulier telle que définie à l'article 6, § 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance.

Art. 10. § 1^{er}. Le centre assurant la guidance de moins de 75 élèves en alternance peut établir une convention de partenariat avec un autre centre assurant également la guidance d'élèves en alternance, afin d'atteindre, en globalisant les populations scolaires, la norme minimale de 75 élèves.

§ 2. Le membre du personnel technique dont la charge est générée par le cadre complémentaire octroyé conformément à l'article 9, § 1^{er} est affecté au centre ayant en charge le nombre d'élèves en alternance le plus important.

Il est soumis aux dispositions statutaires applicables aux membres du personnel technique du centre au sein duquel il est affecté.

La convention détermine la répartition de la charge exercée par le membre du personnel technique entre les centres concernés.

Celle-ci est déterminée proportionnellement au nombre d'élèves en guidance dans chacun des centres.

§ 3. Le Gouvernement fixe le modèle de la convention de partenariat.

Art. 11. § 1^{er}. La charge à temps plein de l'encadrement complémentaire visée à l'article 9, § 1^{er}, a), est attribuée à un conseiller psycho-pédagogique ou, en charges partielles, à mi-temps, à un conseiller psycho-pédagogique et à un auxiliaire social ou un auxiliaire paramédical ou à un auxiliaire psycho-pédagogique, en fonction des besoins du service et du projet de centre.

Dans le cas où la charge complète accordée en vue d'assurer la guidance psycho-médico-sociale dans l'enseignement secondaire en alternance était confiée, en 2008-2009, à un auxiliaire social ou à un auxiliaire paramédical ou à un auxiliaire psycho-pédagogique, la charge à temps plein dans l'encadrement complémentaire visée à l'article 9, § 1^{er}, a), peut, à titre dérogatoire, être attribuée à un auxiliaire social ou à un auxiliaire paramédical ou à un auxiliaire psychopédagogique, en fonction des besoins du service et du projet de centre.

§ 2. Les charges à mi-temps de l'encadrement complémentaire visées à l'article 9, § 1^{er}, b), c), d), e) sont attribuées à un auxiliaire social ou un auxiliaire paramédical ou à un auxiliaire psycho-pédagogique en fonction des besoins du service et du projet de centre.

§ 3. Le choix de la fonction requise est transmis, pour le 1^{er} mai précédent l'exercice, au Gouvernement par le directeur du centre, par voie hiérarchique, pour les centres psychosociaux organisés par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française et ce, après consultation du comité de concertation de base pour les centres organisés par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour les centres officiels subventionnés par la Communauté française et du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale pour les centres libres subventionnés par la Communauté française.

Le choix de la fonction requise est fixé pour une durée de trois exercices.

A titre transitoire, le choix de la fonction requise portera sur la période allant du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2010, sur base des élèves comptabilisés au 15 janvier 2009.

Section 4. — Du cadre complémentaire justifié par le classement des centres en fonction de leur indice socio-économique

Art. 12. L'indice socio-économique de chaque centre est égal au rapport entre d'une part, la somme des produits, pour chaque établissement scolaire desservi, de son indice socio-économique multiplié par son nombre d'élèves et, d'autre part le nombre total d'élèves du ressort d'activités du centre.

Art. 13. L'indice socio-économique d'un centre est calculé par l'Administration qui établit, tous les trois ans, un classement des centres sur la base de leur indice socio-économique.

Art. 14. Le cadre complémentaire justifié par l'indice socio-économique des centres comprend, au minimum, trente charges à temps plein, de conseillers psycho-pédagogiques et trente charges, à temps plein, d'auxiliaires sociaux ou d'auxiliaires psycho-pédagogiques.

Art. 15. Une charge complémentaire de conseiller psycho-pédagogique est attribuée, par le Gouvernement dans l'ordre du classement visé à l'article 13, aux 30 centres dont l'indice socio-économique est le plus faible.

Art. 16. Les trente centres visés à l'alinéa précédent sont classés par ordre décroissant de population scolaire desservie.

Deux charges complémentaires d'auxiliaires sociaux sont attribuées aux dix premiers classés et une charge complémentaire d'auxiliaire social est attribuée aux dix suivants.

Pour les centres qui se voient attribuer deux charges complémentaires en vertu du présent article, un des deux postes d'auxiliaire social peut être remplacé par un poste d'auxiliaire psychopédagogique.

Le choix de la fonction requise est transmis, pour le 1^{er} mai précédent l'exercice, au Gouvernement par le directeur du centre par voie hiérarchique pour les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française et ce, après consultation du comité de concertation de base pour les centres organisés par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour les centres officiels subventionnés par la Communauté française et du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale pour les centres libres subventionnés par la Communauté française;

Le choix de la fonction requise est fixé pour une durée de trois exercices.

A titre transitoire, le choix de la fonction requise portera sur la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 août 2010, sur base des élèves comptabilisés au 15 janvier 2008.

Art. 17. Le Gouvernement peut augmenter le cadre complémentaire pour autant que les moyens budgétaires le permettent.

Dans ce cas, il peut augmenter le nombre de centres qui en bénéficient.

Ces centres sont désignés dans l'ordre du classement tel que prévu à l'article 13.

Ces centres bénéficiaires se verront attribuer une charge complémentaire de conseiller psychopédagogique.

Art. 18. Les charges complémentaires attribuées sur la base de la présente section, le sont pour une durée de trois ans prenant cours le 1^{er} septembre et se terminant le 31 août sur base du nombre d'élèves comptabilisés au 15 janvier précédent.

A titre transitoire, la première attribution de ces charges complémentaires portera sur la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 août 2010, sur base des élèves comptabilisés au 15 janvier 2008.

CHAPITRE 3. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 19. Dans la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, telle que modifiée par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 et les décrets des 15 novembre 2001, 31 janvier 2002 et 3 mars 2004, les termes « l'Etat » sont remplacés par les termes « la Communauté française ».

Art. 20. Dans l'article 2 de la même loi, tel que remplacé par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 1° et 2°, sont complétés comme suit : « Le coefficient multiplicateur trois est également appliqué pour le calcul du nombre d'élèves en intégration permanente totale ou partielle à la fois dans la population du centre psycho-médico-social ordinaire et dans le centre psycho-médico-social chargé de la guidance de ces élèves. Dès qu'il bénéficie d'une double comptabilisation, l'élève intègre à titre individuel le ressort d'activités des deux centres concernés. »;

2° dans le § 1^{er}, 5°, les termes « le 1^{er} octobre de l'année scolaire précédente » sont remplacés par les termes « le 15 janvier de l'exercice précédent »;

3° le § 1^{er} est complété par un point 6° rédigé comme suit :

« 6° Le Gouvernement définit les modalités de communication des cadres du personnel aux directions des centres organisés par la Communauté française et aux pouvoirs organisateurs des centres subventionnés par la Communauté française »;

4° le § 3 est abrogé;

5° dans le § 7 :

a) à l'alinéa 1^{er}, le terme « 7 000 » est remplacé par le terme « 10 000 »;

b) l'alinéa 2 est abrogé;

6° dans le § 8 :

a) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 21. Dans l'article 3 de la même loi, tel que remplacé par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 et modifié par les décrets des 15 novembre 2001 et 31 janvier 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er} :

a) les termes « membres du personnel » sont remplacés par les termes « charges à temps plein »;

b) les termes « un membre supplémentaire » sont remplacés par les termes « une charge à temps plein supplémentaire »;

c) il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Ce cadre est dénommé « cadre de base ». »;

2° dans le § 2 :

a) à l'alinéa 2, les termes « du 5^e membre du personnel technique » sont remplacés par les termes « de la 5^e charge à temps plein »;

b) aux alinéas 3, 4 et 5, les termes « membres du personnel » sont remplacés par les termes « charges à temps plein »;

c) les alinéas 6, 7 et 8 sont remplacés par la disposition suivante :

« La demande visant à obtenir une dérogation en application de l'alinéa 4 ou 5 est introduite par le directeur du centre, par la voie hiérarchique, pour les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française.

Le Gouvernement se prononce sur la demande de dérogation dans les trois mois qui suivent la date d'introduction de la demande visée à l'alinéa 6.

En l'absence de réponse dans les délais fixés, la demande est considérée comme approuvée.

La dérogation prend effet le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été accordée ».

3° le § 6 est abrogé.

Art. 22. Dans l'article 4 de la même loi, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 et modifié par les décrets des 15 novembre 2001 et 31 janvier 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er} :

a) les termes « membres du personnel » sont remplacés par les termes « charges à temps plein »;

b) les termes « un membre supplémentaire » sont remplacés par les termes « une charge à temps plein supplémentaire »;

c) il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Ce cadre est dénommé « cadre de base ». »;

2° dans le § 2 :

a) à l'alinéa 2, les termes « du 5^e membre du personnel technique » sont remplacés par les termes « de la 5^e charge à temps plein »;

b) aux alinéas 3, 4 et 5, les termes « membres du personnel » sont remplacés par les termes « charges à temps plein »;

c) les alinéas 6, 7 et 8 sont remplacés par la disposition suivante :

« La demande visant à obtenir une dérogation en application de l'alinéa 4 ou 5 est introduite par le directeur du centre, par la voie hiérarchique, pour les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française.

Le Gouvernement se prononce sur la demande de dérogation dans les trois mois qui suivent la date d'introduction de la demande visée à l'alinéa 6.

En l'absence de réponse dans les délais fixés, la demande est considérée comme approuvée.

La dérogation prend effet le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a été accordée ».

Art. 23. L'article 9, § 1^{er}, de la même loi, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Dans le respect des conditions fixées par et en vertu de la présente loi, le Gouvernement peut créer de nouveaux centres organisés par la Communauté française. Il en fixe le ressort d'activités ».

Art. 24. Les articles 10 et 11 de la même loi, tel qu'insérés par le décret du 31 janvier 2002, sont abrogés.

Art. 25. § 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté royal du 24 août 1981 et modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985, les termes « l'Etat » sont remplacés par les termes « la Communauté française ».

§ 2. Dans l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté royal du 24 août 1981 et modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985, les termes « Ministère de l'Education nationale et de la Culture » sont remplacés par « la Communauté française. ».

Art. 26. A l'article 2 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté royal du 24 août 1981 et modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985, le 7° est modifié comme suit :

« ressort d'activités : ensemble des établissements scolaires tels que définis à l'article 1^{er} du décret du 24 juillet 1997, auxquels les missions du centre s'adressent et l'ensemble des élèves qui les fréquentent, en ce compris les élèves bénéficiant d'une mesure d'intégration permanente totale ou partielle; »;

Le même article, est complété par un point 10° rédigé comme suit : « 10° élève en intégration permanente totale ou partielle : élèves tels que définis aux articles 131, 132, § 1^{er}, 133, § 1^{er} et 146, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. » et par un point 11° rédigé comme suit : « élèves en alternance : élèves fréquentant l'enseignement secondaire en alternance tel que prévu par le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'enseignement. ».

Art. 27. A l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985 et le décret du 12 juillet 2006, les termes « et de l'enseignement à horaire réduit créé afin de satisfaire à l'obligation scolaire à temps partiel » sont supprimés.

Le même article 3, § 1^{er}, est complété comme suit :

« 4. Les centres ont également pour mission d'assurer les tâches de guidance au profit des élèves en intégration permanente totale ou partielle tels que visés à l'article 2, 10°. »

Art. 28. L'article 11, § 6, du même arrêté royal est complété par l'alinéa suivant :

« Les centres d'éducation et de formation par l'alternance doivent mettre à la disposition du personnel technique au moins un local permettant l'exécution des activités programmées ».

Art. 29. Dans l'article 52, *b* du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985 et le décret du 12 juillet 2006, les termes « par agent technique complémentaire admis aux subventions » sont remplacés par les termes « par équivalent temps plein du personnel technique complémentaire admis aux subventions ».

Art. 30. L'article 52, du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985 et le décret du 12 juillet 2006 est complété par le point suivant :

« *e*) En cas de convention de partenariat conclue en application de l'article 10 du décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, la somme forfaitaire par équivalent temps plein est répartie entre les centres signataires de la convention proportionnellement à la charge prestée dans chaque centre et telle que précisée dans la convention ».

Art. 31. Les articles 56 et 59 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté royal du 2 septembre 1985 et le décret du 12 juillet 2006, sont abrogés.

Art. 32. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 fixant les normes relatives au nombre d'emplois d'auxiliaires paramédicaux et du personnel administratif des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française chargés d'assurer la promotion de la santé à l'école dans les établissements scolaires de la Communauté française, les termes « à la date du 1^{er} octobre de l'exercice précédent » sont remplacés par « à la date du 15 janvier de l'exercice précédent ».

Art. 33. L'article 3 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux, est complété par l'alinéa suivant :

« Ils exercent également leurs missions au profit des élèves bénéficiant de l'intégration permanente totale et partielle telles que définies aux articles 131, 132, § 1^{er}, 133, § 1^{er}, 146, 1^o, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. ».

Art. 34. L'article 36, alinéa 2, *b*

Art. 35. L'article 42 du même décret est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 36. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009 à l'exception des articles 8, 9, 10 et 11, fixant le cadre complémentaire justifié par les élèves fréquentant l'enseignement secondaire en alternance qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 février 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009* :

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 641-1. — Amendements de commission, n° 641-2. — Rapport, n° 641-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1344

[C — 2009/29196]

19 FEBRUARI 2009. — Decreet tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra (1)

Het Parlement heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet moet verstaan worden onder :

1° « centrum » : psycho-medisch-sociaal centrum georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° « centrum gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap » : centrum georganiseerd

— ofwel door een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeentes of elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon (officieel gesubsidieerd centrum);

— ofwel door een of meerdere natuurlijke personen of door een privaatrechtelijke rechtspersoon (vrij gesubsidieerd centrum)

en dat een door de Franse Gemeenschap erkende subsidiëring geniet;

3° « centrum voor gespecialiseerd onderwijs » : centrum waarvan het werkgebied uitsluitend bestaat uit inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs;

4° « alternerende leerlingen » : leerlingen die alternerend secundair onderwijs volgen zoals bepaald bij het decreet van 19 juli 2001 betreffende het alternerend secundair onderwijs;

5° « leerlingen in volledige of gedeeltelijke permanente integratie » : leerlingen zoals bepaald in de artikelen 131, 132, § 1, 133, § 1 en 146, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

6° « werkgebied » : geheel van de schoolinrichtingen waartoe de opdrachten van het centrum gericht zijn en geheel van de leerlingen die daar schoollopen, met inbegrip van de leerlingen die een volledige permanente integratiemaatregel genieten;

7° « schoolinrichting » : inrichting die het onderwijs organiseert bedoeld in artikel 1 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

8° « inrichtende macht » : ofwel de publiekrechtelijke rechtspersoon ofwel de natuurlijke persoon(nen) of de privaatrechtelijke rechtspersoon, die verantwoordelijk is (zijn) voor de organisatie van het centrum;

9° « basisformatie van het technisch personeel » : formatie van het technisch personeel van een centrum georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 3 en in artikel 4 van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra;

10° « sociaal-economische index van een schoolinrichting » : sociaal-economische index gebaseerd op de sociaal-economische index van elke statistische sector zoals bepaald overeenkomstig artikel 4, §§ 1 en 2 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 3. Het gebruik van mannelijke benamingen voor de verschillende ambten in dit decreet is gemeenslachtig en dit voor de leesbaarheid van de tekst onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

HOOFDSTUK 2. — *Gedifferentieerde versterking van de personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 4. De gedifferentieerde versterking baseert zich op de volgende indicatoren :

1° het aantal begeleide leerlingen die alternerend onderwijs volgen;

2° de sociaal-economische index van het centrum.

De Regering kan indicatoren toevoegen die deze gedifferentieerde versterking baseren op de beschikbare begrotingsmiddelen.

De indicatoren die toegevoegd kunnen worden, zijn de volgende :

— het aantal leerlingen dat de eerste gedifferentieerde graad volgt;

— het aantal leerlingen dat het 3e jaar Differentiatie en Oriëntatie volgt;

— de nieuwkomende leerlingen.

Art. 5. De formatie van het technisch personeel waarop de gedifferentieerde versterking wordt toegepast, wordt « aanvullende formatie » genoemd.

Afdeling 2. — Aanvullende formatie van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra

Art. 6. De leden van het technisch personeel die de aanvullende formatie vormen, worden onderworpen aan de statutaire regels die van kracht zijn voor de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, voor de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de officieel gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en voor de leden van het technisch gesubsidieerd personeel van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Art. 7. De aanvullende formatie wordt geregeld door de subsidieregels bepaald in de hoofdstukken II en III van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

Afdeling 3. — Aanvullende personeelsformatie gerechtvaardigd door de leerlingen die alternerend secundair onderwijs volgen

Art. 8. Het feit alternerende leerlingen te hebben, vereist een aanvullende formatie bij de basisformatie.

Art. 9. § 1. De aanvullende personeelsformatie bedoeld in artikel 8 wordt als volgt vastgesteld :

- a) van 75 tot 175 leerlingen : een voltijdse opdracht;
- b) van 176 tot 350 : een halve bijkomende opdracht;
- c) van 351 tot 525 : een halve bijkomende opdracht;
- d) van 526 tot 700 : een halve bijkomende opdracht;
- e) vanaf 701 leerlingen : een halve bijkomende opdracht per schijf van 300 leerlingen.

§ 2. De aanvullende formatie bedoeld in § 1 wordt vastgesteld voor een duur van één jaar die ingaat op 1 september en eindigt op daaropvolgende 31 augustus op basis van het aantal leerlingen ingeschreven op 15 januari van het vorige schooljaar.

De leerling die de hoedanigheid van regelmatige leerling heeft zoals bepaald in artikel 6, § 2 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs wordt beschouwd als ingeschreven.

Art. 10. § 1. Het centrum dat instaat voor de begeleiding van minder dan 75 alternerende leerlingen kan een partnerschapsovereenkomst opstellen met een ander centrum dat eveneens de begeleiding van alternerende leerlingen voert teneinde de minimale norm van 75 leerlingen te bereiken door de schoolpopulaties te globaliseren.

§ 2. Het lid van het technisch personeel waarvan de opdracht voortvloeit uit de aanvullende personeelsformatie toegekend overeenkomstig artikel 9, § 1, wordt aangesteld voor het centrum dat het grootste aantal alternerende leerlingen bedraagt.

Het wordt onderworpen aan de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op de leden van het technisch personeel van het centrum waar het aangesteld wordt.

De overeenkomst bepaalt de verdeling van de opdracht uitgeoefend door het lid van het technisch personeel onder de betrokken leden.

Deze wordt bepaald naar verhouding van het aantal begeleide leerlingen in elk centrum.

§ 3. De Regering bepaalt het model van de partnerschapsovereenkomst.

Art. 11. § 1. De voltijdse opdracht van de aanvullende formatie bedoeld in artikel 9, § 1, a), wordt toegekend aan een psychopedagogisch adviseur of, in gedeeltelijke opdrachten, halftijds, aan een psychopedagogische adviseur en aan een maatschappelijke hulpverlener of een paramedische hulpverlener of aan een psychopedagogische hulpverlener, in functie van de behoeften van de dienst en van de projecten van het centrum.

Indien de volledige opdracht die toegekend is om de psycho-medisch-sociale begeleiding te voeren in het alternerend secundair onderwijs in 2008-2009 aan een sociale hulpverlener of aan een paramedische hulpverlener of aan een psychopedagogische hulpverlener toevertrouwd wordt, kan de voltijdse opdracht in de aanvullende personeelsformatie bedoeld in artikel 9, § 1, a), in afwijking toegekend worden aan een sociale hulpverlener of aan een paramedische hulpverlener of aan een psychopedagogische hulpverlener, in functie van de behoeften van de dienst en van het project van het centrum.

§ 2. De halftijdse opdrachten van de aanvullende personeelsformatie bedoeld in artikel 9, § 1, b), c), d), e) worden toegekend aan een maatschappelijke hulpverlener of een paramedische hulpverlener of aan een psychopedagogische hulpverlener in functie van de behoeften van de dienst en van het project van het centrum.

§ 3. De keuze van het vereiste ambt wordt voor 1 mei die aan de uitoefening voorafgaat, aan de Regering door de directeur van het centrum via de hiërarchische weg overgezonden, voor de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht, voor de centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en dit na raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de officiële centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en door de ondernemingsraad of bij gebrek de syndicale afvaardiging, voor de vrije centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De keuze van het vereiste ambt wordt vastgesteld voor een duur van drie begrotingsjaren.

Bij wijze van overgangsmaatregel zal de keuze van het ambt betrekking hebben op de periode gaande van 1 september 2009 tot en met 31 augustus 2010 op basis van de leerlingen geteld op 15 januari 2009.

Afdeling 4. — Aanvullende personeelsformatie gemotiveerd door de rangschikking van de centra in functie van hun sociaal-economische index

Art. 12. De sociaal-economische index van elk centrum is gelijk aan de verhouding tussen enerzijds de som van de producten, voor elke bediende schoolinrichting, van zijn sociaal-economische index vermenigvuldigd met het aantal leerlingen en, anderzijds van het aantal leerlingen die onder het centrum ressorteren.

Art. 13. De sociaal-economische index van een centrum wordt berekend door het Bestuur, dat om de drie jaar een rangschikking opstelt van de centra op basis van hun sociaal-economische index.

Art. 14. De aanvullende personeelsformatie gemotiveerd door de sociaal-economische index van de centra omvat minstens dertig voltijdse opdrachten van psychopedagogische adviseurs en dertig voltijdse opdrachten van sociale hulpverleners of psychopedagogische hulpverleners.

Art. 15. Een aanvullende opdracht van psychopedagogische adviseur wordt door de Regering in de rangschikking van het klasement bedoeld in artikel 13 toegekend aan de 30 centra waarvan de sociaal-economische index het laagst is.

Art. 16. De dertig centra bedoeld in vorig lid worden gerangschikt in omgekeerde volgorde van de bediende schoolbevolking.

Twee aanvullende opdrachten van maatschappelijke hulpverleners worden aan de eerste tien gerangschikten toegekend en een aanvullende opdracht van sociale hulpverlener wordt toegekend aan de volgende tien.

Voor de centra die twee aanvullende opdrachten toegekend krijgen krachtens dit artikel kan een van de twee betrekkingen van maatschappelijke hulpverlener vervangen worden door een betrekking van psychopedagogische hulpverlener.

De keuze van het vereiste ambt wordt voor 1 mei die aan de uitoefening voorafgaat, aan de Regering door de directeur van het centrum via de hiërarchische weg overgezonden, voor de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht, voor de centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en dit na raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de officiële centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en door de ondernemingsraad of bij gebrek de syndicale afvaardiging, voor de vrije centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De keuze van het vereiste ambt wordt vastgesteld voor een duur van drie begrotingsjaren.

Bij wijze van overgangsmaatregel zal de keuze van het ambt betrekking hebben op de periode gaande van 1 januari 2009 tot 31 augustus 2010 op basis van de leerlingen geteld op 15 januari 2008.

Art. 17. De Regering kan de aanvullende personeelsformatie vermeerderen voor zover de begrotingsmiddelen het toelaten.

In dat geval kan zij het aantal centra die de vermeerdering genieten, verhogen.

De centra worden aangesteld in de orde van rangschikking zoals bepaald in artikel 13.

De centra die een vermeerdering genieten, zullen een aanvullende opdracht krijgen van psychopedagogische adviseur.

Art. 18. De aanvullende opdrachten toegekend op basis van deze afdeling worden toegekend voor een duur van drie jaar vanaf 1 september tot en met 31 augustus op basis van het aantal leerlingen geteld op voorafgaande 15 januari.

Bij wijze van overgangsmaatregel zal de eerste toekenning van die aanvullende opdrachten betrekking hebben op de periode gaande van 1 januari 2009 tot 31 augustus 2010 op basis van het aantal leerlingen op 15 januari 2008.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 19. In de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en de decreten van 15 november 2001, 31 januari 2002 en 3 maart 2004 worden de woorden « de Staat » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschap ».

Art. 20. In artikel 2 van dezelfde wet zoals vervangen bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1° en 2° worden als volgt aangevuld : « De vermenigvuldigingscoëfficiënt drie wordt eveneens gebruikt voor de berekening van het aantal leerlingen in volledige of gedeeltelijke permanente integratie zowel binnen de bevolking van het gewoon psycho-medisch-sociaal centrum als in het psycho-medisch-sociaal centrum belast met de begeleiding van die leerlingen.

Zodra hij een dubbele optelling geniet, integreert de leerling individueel de activiteiten van de twee betrokken centra. »;

2° In § 1, 5°, worden de woorden « op 1 oktober van het voorgaand schooljaar » vervangen door « op 15 januari van het voorafgaande schooljaar »;

3° § 1 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° De Regering bepaalt de nadere regels voor de mededeling van de personeelsformaties aan de directies van de centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap en aan de inrichtende machten van de centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap »;

4° § 3 wordt opgeheven;

5° in § 7 :

a) wordt in het 1e lid het woord « 7 000 » vervangen door het woord « 10 000 »;

b) wordt het 2e lid opgeheven;

6° in § 8 :

a) wordt het 2e lid opgeheven.

Art. 21. In artikel 3 van dezelfde wet, zoals vervangen bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en gewijzigd bij de decreten van 15 november 2001 en 31 januari 2002 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) wordt het woord « personeelsleden » vervangen door de woorden « voltijdse opdrachten »;

b) worden de woorden « één bijkomend personeelslid » vervangen door de woorden « een bijkomende voltijdse opdracht »;

c) wordt een 2e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Die personeelsformatie wordt basisformatie' genoemd ». »;

2° in § 2 :

a) worden in het 2e lid de woorden « van het vijfde technisch personeelslid » vervangen door de woorden « van de 5e voltijdse opdracht »;

b) worden in het 3e, 4e en 5e lid de woorden « personeelsleden » vervangen door de woorden « voltijdse opdrachten »;

c) worden het 6e, 7e en 8e lid vervangen door de volgende bepaling : « De aanvraag voor het verkrijgen van een afwijking bij toepassing van het 4e of het 5e lid wordt ingediend door de directeur van het centrum, via de hiërarchische weg, voor de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht, voor de centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De Regering spreekt zich uit over de aanvraag om afwijking binnen de drie maanden volgend op de datum van het indienen van de aanvraag bedoeld in het 6e lid.

Bij gebrek aan antwoord binnen de vastgestelde termijnen wordt de aanvraag beschouwd als goedgekeurd.

De afwijking heeft uitwerking met ingang van de eerste dag volgend op de dag waarop die afwijking werd toegekend. »

3° § 6 wordt opgeheven.

Art. 22. In artikel 4 van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en gewijzigd bij de decreten van 15 november 2001 en 31 januari 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) worden de woorden « personeelsleden » vervangen door de woorden « voltijdse opdrachten »;

b) worden de woorden « een aanvullend lid » vervangen door de woorden « een bijkomende voltijdse opdracht »;

c) wordt een 2e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Die personeelsformatie wordt basisformatie' genoemd' . »;

2° in § 2 :

a) worden in het 2e lid de woorden « het vijfde technisch personeelslid » vervangen door de woorden « van de 5e voltijdse opdracht »;

b) worden in het 3e, 4e en 5e lid het woord « personeelsleden » vervangen door de woorden « voltijdse opdrachten »;

c) worden het 6e, 7e en 8e lid vervangen door de volgende bepaling : « De aanvraag voor het verkrijgen van een afwijking bij toepassing van het 4e of het 5e lid wordt ingediend door de directeur van het centrum, via de hiërarchische weg, voor de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht, voor de centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Regering spreekt zich uit over de aanvraag om afwijking binnen de drie maanden volgend op de datum van het indienen van de aanvraag bedoeld in het 6e lid.

Bij gebrek aan antwoord binnen de vastgestelde termijnen wordt de aanvraag beschouwd als goedgekeurd.

De afwijking heeft uitwerking met ingang van de eerste dag volgend op de dag waarop die afwijking werd toegekend. »

Art. 23. Artikel 9, § 1, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Met inachtneming van de voorwaarden gesteld krachtens deze wet kan de Regering nieuwe centra oprichten die door de Franse Gemeenschap georganiseerd worden. Zij bepaalt er het werkgebied van. »

Art. 24. De artikelen 10 en 11 van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2002, worden opgeheven.

Art. 25. § 1. In het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het koninklijk besluit van 24 augustus 1981 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985, worden de woorden « de Staat » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschap ».

§ 2. In het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het koninklijk besluit van 24 augustus 1981 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985, worden de woorden « Ministeries van Onderwijs en Cultuur » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschap ».

Art. 26. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het koninklijk besluit van 24 augustus 1981 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985, wordt 7° als volgt gewijzigd :

« werkgebied » : geheel van de schoolinrichtingen zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 24 juli 1997, waartoe de opdrachten van het centrum gericht zijn en het geheel van de leerlingen die er les volgen, met inbegrip van de leerlingen die een maatregel voor volledige of gedeeltelijke permanente integratie genieten;

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt : « 10° leerlingen in volledige of gedeeltelijke permanente integratie : leerlingen zoals bepaald in de artikelen 131, 132, § 1, 133, § 1 en 146, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. » en met een punt 11° luidend als volgt : « alternerende leerlingen » : leerlingen die het alternerend secundair onderwijs volgen zoals bepaald bij het decreet van 19 juli 2001 betreffende het alternerend secundair onderwijs.

Art. 27. Artikel 3, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985 en het decreet van 12 juli 2006, worden de woorden « en van het onderwijs met beperkt leerplan opgericht teneinde deeltijds aan de schoolplicht te voldoen » geschrapt.

Hetzelfde artikel 3, § 1, wordt aangevuld als volgt :

« 4. De centra hebben eveneens voor opdracht begeleidingstaken te vervullen ten gunste van de leerlingen in volledige of gedeeltelijke permanente integratie zoals bedoeld in artikel 2, 10° ».

Art. 28. Artikel 11, § 6 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met het volgend lid :

« De alternerende opvoedings- en opleidingscentra moeten minstens een lokaal ter beschikking stellen van het technisch personeel voor de uitvoering van de geprogrammeerde activiteiten. »

Art. 29. In artikel 52, *b*, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985 en het decreet van 12 juli 2006, worden de woorden « per aanvullend technisch personeelslid dat in de toelageregeling is opgenomen » vervangen door de woorden « per voltijdse equivalent van het aanvullend technisch personeel dat voor subsidies in aanmerking komt ».

Art. 30. Artikel 52 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985 en het decreet van 12 juli 2006 wordt aangevuld met het volgend punt :

« *e*) In geval van partnerschap afgesloten bij toepassing van artikel 10 van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, wordt het forfaitair bedrag per voltijdse equivalent verdeeld onder de centra die de overeenkomst hebben ondertekend in verhouding tot de opdracht uitgevoerd in elk centrum en zoals bepaald in de overeenkomst. »

Art. 31. De artikelen 56 en 59 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 september 1985 en het decreet van 12 juli 2006 worden opgeheven.

Art. 32. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 januari 2003 tot vaststelling van de normen betreffende het aantal betrekkingen van paramedisch medewerker en van het bestuurspersoneel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap belast met de gezondheids promotie op school in de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « vanaf 1 oktober van het voorafgaande jaar » vervangen door de woorden « vanaf 15 januari van het voorafgaande jaar ».

Art. 33. Artikel 3 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met het volgend lid :

« Zij oefenen eveneens hun opdracht uit ten gunste van de leerlingen die de volledige en gedeeltelijke permanente integratie genieten zoals bepaald in de artikelen 131, 132, § 1, 133, § 1, 146, 1°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. »

Art. 34. Artikel 36, 2e lid, *b*) van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « en bepaalt eveneens de concrete acties verricht door de aanvullende personeelsformatie ».

Art. 35. Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 36. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2009 met uitzondering van de artikelen 8, 9, 10 en 11 tot vaststelling van de aanvullende personeelsformatie gemotiveerd door de leerlingen die alternerend secundair onderwijs volgen, die in werking treden op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 februari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 641-1. — Commissieamendementen, nr. 641-2. — Verslag, nr. 641-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 februari 2009.